

fait circuler son argent qui fait tourner la roue du commerce et non celui qui se contente de vivre dans une mesure. Quand je pense à tout ce que j'ai enduré dans cette région alors que je vivais moi-même dans une cabane, je ne puis concevoir l'idée que l'on pourrait me reprocher d'avoir construit une bonne maison quand j'ai été en mesure de le faire. Pourquoi ne l'aurais-je pas fait? Peut-on me blâmer d'avoir acheté une automobile, d'avoir installé un appareil de radio dans ma maison pour y retenir mes garçons? Je crois que c'est pour eux la meilleure place.

Nous parlons des jeunes gens qui s'en vont dans les villes; quelle en est la raison? C'est parce que nous leur avons pas donné à la maison le genre de vie que nous aurions dû leur ménager. Mes garçons sont contents de rester sur la terre; j'en ai trois, mais ils s'ont d'avis que certaines réformes s'imposent: il faut relever le prix des denrées. Pour ma part, je leur laisse la jouissance de la terre et ils font de leur mieux. J'espère qu'avant longtemps, les prix augmenteront et que nous, les cultivateurs, nous bénéficierons de notre part du pouvoir d'achat. C'est alors, monsieur l'Orateur, que le commerce connaîtra de nouveau la prospérité et que toutes les industries de notre pays en retireront de précieux avantages.

(Sur la proposition de M. Macdougall, la suite du débat est renvoyée à plus tard.)

A six heures, la séance est levée d'office, conformément au règlement.

## JEUDI, le 6 avril 1933.

La séance est ouverte à trois heures.

### DEPOT DE RAPPORTS

Par M. STINSON: Le quatrième rapport du comité spécial permanent des bills d'intérêt privé.

M. J. H. HARRIS (Toronto-Scarborough) présente le second rapport du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, et en propose l'adoption.

Adopté.

### COMITE DES BILLS PRIVÉS

M. T. H. STINSON (Victoria) (Ont.) propose:

Que, conformément à l'ordre spécial du 27 mars dernier, les bills de divorce dont il est question dans le rapport du Sénat reçu ce jour soient lus pour les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> fois et renvoyés au comité permanent des bills privés en même temps que les témoignages, etc., entendus de-

vant le comité sénatorial permanent des divorces, touchant les pétitions sur lesquelles les dits bills ont été fondés.

(La motion est adoptée.)

### 1<sup>RE</sup> ET 2<sup>E</sup> LECTURES

#### DE DEUX PROJETS DE LOI ÉMANANT DU SÉNAT

Bill n° 68 tendant à faire droit à Birdie Glickman Steinberg.—M. Jacobs.

Bill n° 69 tendant à faire droit à Harry Prupas.—M. Vallance.

#### LOTÉRIES (SWEEPSTAKES) POUR LES HÔPITAUX

M. C. G. POWER (Québec-Sud) demande à déposer un projet de loi (bill 67), adopté par le Sénat, concernant les loteries en faveur des hôpitaux.

La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la 1<sup>re</sup> fois.

### QUESTIONS

(Les questions auxquelles il a été répondu de vive voix sont indiquées par un astérisque.)

#### STATION DE RADIODIFFUSION CHRC À QUÉBEC

M. LAVERGNE demande:

1. Qui compose le personnel du poste de radio CHRC, à Québec?
2. Quand ce poste a-t-il eu son permis?
3. Sur la recommandation de qui le permis a-t-il été accordé?
4. Pour combien de temps?
5. Quelles sont les fonctions et quelles sont les obligations dudit poste?

L'hon. M. DURANLEAU (ministre de la Marine):

1. J.-N. Thivierge, gérant du poste; Charles Frenette et C. Denoncourt, opérateurs techniques approuvés par le ministère pour faire fonctionner l'appareil.

Aucun renseignement au sujet d'un personnel non technique.

2. 1<sup>er</sup> avril 1926.

3. Aucune recommandation au dossier. Le permis a été accordé sur le mérite de la demande.

4. Pour un an, jusqu'à ce jour (31 mars 1933).

5. La radiodiffusion de divertissements et d'informations pour renseigner le public en général.

#### PRÊT À LA SASKATCHEWAN POUR SERVICES ADMINISTRATIFS

M. POWER demande:

1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il prêtées au gouvernement de la province de la Saskatchewan pour les services administratifs de cette dernière, c'est-à-dire pour aider à